

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative - Bat A
24016 Périgueux

Périgueux, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP SUD-OUEST

8 rue André Dousse
33700 Mérignac

Références : CM/UbD24-47/035/2026
Code AIOT : 0005208282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement SARP SUD-OUEST implanté 12 RUE ALFRED NOBEL ZAE LANDRY 2 24750 Boulazac Isle Manoire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP SUD-OUEST
- 12 RUE ALFRED NOBEL ZAE LANDRY 2 24750 Boulazac Isle Manoire
- Code AIOT : 0005208282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP SUD OUEST est autorisée à stocker des déchets dangereux et des eaux hydrocarburées sur son site.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- AR - 9

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
4	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
10	Séparateur hydrocarbure et Vanne de fermeture	Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article 4.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
6	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
9	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions réglementaires des petits îlots bien qu'ils souhaitent stocker uniquement ces déchets en petits îlots. Des dispositions doivent être prises afin de bien respecter cette obligation réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ;- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué stocker ces déchets en petits îlots. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de : <ul style="list-style-type: none">- déchets combustibles ou inflammables dans le bâtiment des conditionnés.- 5 îlots dans le bâtiment des conditionnés- 2 îlots dépassaient les 10 m³ (respectivement estimé à 45 m³ et 50 m³)- un îlot contenant 7 palbox de 660 litres -> 4,6 m³- 2 GRV de 1 m³ -> 2 m³- 6 GRV de 1 m³ -> 6 m³.- le bâtiment de stockage fait 317 m².- aucun stockage de déchet en extérieur. Le bâtiment des conditionnés est séparé des cuves vracs d'eaux hydrocarburées par un mur coupe feu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter la définition de petits îlots s'il souhaite déroger à certaines dispositions réglementaires (détection, extinction, etc.). Pour cela, la quantité de déchets dans un îlot est au maximum de 10 m ³ . L'exploitant met en place un système permettant de matérialiser au sol les différents petits îlots

dans le bâtiment des conditionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable étant donné que les déchets sont stockés en petits îlots dans le bâtiment des conditionnés. -> cf PDC 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p>

<p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place de rondes formalisées dans le bâtiment des conditionnés à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>L'inspection a constaté qu'aucune consigne n'est rédigée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que quand l'exploitant part du site, il vérifie le bâtiment des conditionnés mais sans préciser quel contrôle est réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant organise une ronde dans le bâtiment des conditionnés afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>L'exploitant rédige une consigne concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection un projet de plan de défense incendie (PDI). Ce plan de défense incendie reprend les éléments demandés par la réglementation. L'exploitant a présenté une fiche réflexe (non annexé au PDI) du 26/10/2022 - version 3. Cette fiche réflexe précise la conduite à tenir en cas d'incendie. L'inspection a constaté que cette fiche est affichée au niveau du bâtiment des conditionnés. L'exploitant a précisé que la fiche avec les rôles et l'identification de chacun n'est pas disponible dans le PDI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant finalise le plan de défense incendie du site et annexe l'ensemble des fiches réflexes. L'exploitant transmet au SDIS le plan de défense incendie et le met à disposition à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]

<p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, [...], reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice incendie. Un exercice est prévu au 1er semestre 2026.</p> <p>L'exploitant a indiqué que tous les chauffeurs sont formés ADR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - manipulation des extincteurs (site et camion), - alerte en cas d'incendie, - pollution des réseaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisé un exercice incendie et tient à la disposition de l'inspection des installations classées le compte rendu de cet exercice.</p> <p>L'exploitant forme l'ensemble des opérateurs du site au PDI et aux fiches réflexes présentes dans le PDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Ilotage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe</p>

<p>BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m3 de déchets combustibles ou à un m3 de déchets inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable étant donné que les déchets sont stockés en petits îlots dans le bâtiment des conditionnés. -> cf PDC 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté 2 extractions track-déchets éditées le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les entrées des déchets - les sorties des déchets. <p>L'exploitant n'a pas présenté d'état des stocks pour les déchets liquides vrac. L'exploitant a indiqué disposer de 2 cuves de 30 m3, une cuve de 56 m3 et une cuve de 10 m3.</p> <p>L'exploitant a indiqué connaître le volume d'eaux hydrocarburées présents sur le site via une jauge. Le jour de l'inspection la jauge était à 82 m3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockage des batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas stocker de batterie sur son site.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'inspection n'a pas constaté de batterie sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Zone d'entreposage tampon

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p> <p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ; - les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri. <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> <p>Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de tri des déchets réceptionnés sur le site.</p> <p>Les déchets sont stockés directement par les industriels dans les box de 660 litres.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Séparateur hydrocarbure et Vanne de fermeture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, SPH et vannes
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : [...] 3) Les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées du centre de transit sont collectées et dirigées vers un décanteur et séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau eaux pluviales communal desservant le site. [...] + article 4.3.5 de l'AP du 29/07/2009 : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement (hors toiture) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou le déversement accidentel de liquides polluants. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le séparateur hydrocarbure était sale. Le jour de l'inspection, il a été testé la vanne en sortie du séparateur hydrocarbure. Le test a été concluant. L'inspection a constaté que l'affiche présente sur le grillage n'était plus trop visible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant nettoie le séparateur hydrocarbure et transmet à l'inspection le justificatif de réalisation. L'exploitant refait l'affiche au niveau de la vanne de fermeture du réseau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois